

La France insoumise, un mouvement prophète

PAR FABIEN ESCALONA
ARTICLE PUBLIÉ LE VENDREDI 23 JUIN 2017



Jean-Luc Mélenchon, lors d'un meeting à Lille © Reuters

En tête de la gauche, dotée d'une base sociologique diversifiée et dynamique, La France insoumise a réussi à briser le duopole PS/PCF. Pour forger dans la durée une nouvelle identité politique, elle doit clarifier son organisation et son rapport aux forces anciennes de la gauche.

C'est un passage qui résonne étrangement aujourd'hui, et que l'on trouve à la fin d'un ouvrage consacré par Bernard Ravenel à **l'histoire du Parti socialiste unifié (PSU)**. Ce petit parti, fondé en 1960 par des dissidents socialistes et communistes opposés à la guerre d'Algérie, s'était forgé dans les luttes politiques et sociales une identité originale, autogestionnaire et écologiste. N'ayant pas réussi à briser la domination du PS et du PCF sur la gauche, et encore moins à réunifier le mouvement ouvrier français, le PSU s'est peu à peu éteint au fil de la décennie 1980.

Restituant l'ambiance crépusculaire de l'époque, Ravenel rapporte que son organisation était arrivée à un triple constat concernant la possibilité de refonder une force de transformation sociale : « *Cette refondation ne se fera pas à partir de l'unité des révolutionnaires ; elle doit impliquer la gauche traditionnelle, historique, lier l'ancien et le nouveau ; elle ne doit plus être recherchée dans un retour à la social-démocratie ou à la pureté léniniste : la division traditionnelle entre communistes et socialistes n'a plus de raison d'être en 1985.* »

Au regard du statut acquis par La France insoumise (FI) à l'issue des élections présidentielle et législatives, on se dit qu'il aura fallu trois décennies pour qu'une force significative émerge à partir de ce diagnostic, tout en recelant beaucoup d'inconnues. De la candidature de **Pierre Juquin** en 1988 à l'essoufflement du Front de gauche dans les années 2010, en passant par l'échec des **collectifs antilibéraux** puis du Nouveau Parti anticapitaliste (NPA), de nombreuses tentatives manquées ont eu lieu auparavant. Elles illustrent à quel point la potentialité d'un espace politique ne s'actualise que si des entrepreneurs politiques se révèlent capables de l'investir, aidés par un minimum de circonstances favorables.



Jean-Luc Mélenchon, lors d'un meeting à Lille © Reuters

Cela fait maintenant longtemps que les transformations des États et des sociétés occidentales, à l'issue des Trente Glorieuses, nourrissent des conflits « structureaux », équivalents à ceux qui s'étaient noués autrefois autour de la place de la religion dans la sphère publique ou de la reconnaissance du monde ouvrier. Deux clivages nouveaux se sont ainsi affirmés : l'un concernant l'immigration, le multiculturalisme et l'identité nationale ; l'autre à propos de la mondialisation, contestée en raison de son caractère antidémocratique, inégalitaire et productiviste.

Si le premier clivage s'est très vite traduit politiquement, comme en témoigne la percée de forces de droite radicale dès les années 1980, le second commence à peine à être médiatisé par des forces qui comptent. C'est dans cette perspective que se situe La France insoumise. On ne peut comprendre sa volonté farouche de cohérence, ni les conditions posées à l'unité avec d'autres sensibilités, sans prendre au

sérieux son ambition d'incarner une *nouvelle gauche*, liée par l'histoire aux précédentes, mais clairement émancipée des appareils issus de ce passé.

Il est vrai que des considérations matérielles, liées au financement public des partis, ont sans doute eu leur part dans l'intransigeance affichée aux législatives. On peut aussi faire l'hypothèse que le style sans concession de Mélenchon doit beaucoup à ses années de formation politique, durant lesquelles il a été acculturé à la valorisation de la discipline interne et à la centralisation des décisions stratégiques. Mais l'essentiel, pour interpréter le bouleversement en cours au sein des gauches françaises, n'est peut-être pas là. Il ne faut pas oublier que Mélenchon et ses proches, lorsqu'ils évoluaient encore au sein du PS, constituaient une des dernières factions idéologisées d'un parti vidé de sa substance intellectuelle.

Aile critique de la dérive néolibérale de la social-démocratie, ils sont devenus des partenaires de raison du PCF, dont le conservatisme doctrinal et la stratégie d'alliances variable les ont agacés. Dans le même temps, ils se sont détournés de leur référence initiale à Die Linke, parti issu d'une fusion entre les dissidents sociaux-démocrates de l'ère Schröder et le parti communiste de l'ex-Allemagne de l'Est. Encouragés par l'**insurrection démocratique** des « *multitudes urbaines* » dans plusieurs pays, attentifs au « *populisme de gauche* » expérimenté par les camarades de Podemos, ils se sont convaincus de l'obsolescence des formes antérieures du mouvement ouvrier. Les dirigeants insoumis partagent une vision du monde et veulent se donner les moyens de la propager, le plus indépendamment possible d'un « vieux monde » violemment rejeté, au risque d'une rigidité excessive face à l'irréductible diversité des forces de l'émancipation.

La FI, mouvement « prophète » plutôt que « challenger » de la vieille gauche

En science politique, des chercheurs ont proposé des typologies des nouveaux partis parvenus à se faire une place dans le champ électoral. Thomas R. Rochon et Paul Lucardie ont notamment distingué les partis « *challengers* » ou « *purificateurs* », des partis

« *mobilisateurs* » ou « *prophètes* ». Les premiers se contentent d'être les hérauts de substitution d'une idéologie existante, qu'ils estiment trahie par le parti établi censé la porter. Les seconds articulent au contraire de nouveaux enjeux, dans une nouvelle offre idéologique qu'ils doivent imposer. Les partis sociaux-démocrates nés à la fin du XIX^e siècle relèvent par exemple de la seconde catégorie, alors que les dissidences qu'ils ont générées dans les années 1950 ou 1970 entrent dans la première.

À mode de scrutin équivalent, les deux types de parti n'ont pas les mêmes atouts et contraintes. Un parti challenger percera plus facilement, puisque sa tâche consiste « seulement » à détourner à son profit des identités politiques déjà construites. Son maintien est toutefois à la merci d'un déplacement stratégique du parti contesté. Un parti prophète est au contraire dépendant d'un affaiblissement suffisant des loyautés politiques existantes. Il peut néanmoins compter sur l'exclusivité de l'identification politique qu'il aura construite.

Bien sûr, la nouveauté d'un parti actualisant un clivage inédit est toujours relative. Il a même intérêt, souligne Lucardie, à réveiller des traditions nationales souterraines et orphelines de représentation. Dans le cas de la **gauche radicale contemporaine**, il s'agit de réarticuler les revendications typiques du clivage de classe, dans une plate-forme de (re)démocratisation des régimes qui prenne en compte les limites du « *système Terre* », sans négliger non plus les torts subis par les femmes, les minorités sexuelles et les minorités ethniques. À cet égard, il n'est pas anodin que le Parti de gauche, dont la FI constitue l'aboutissement stratégique et programmatique, ait été en pointe sur la promotion de l'**écosocialisme** ou la **désobéissance aux traités européens** (deux thèmes sur lesquels ni le PS ni le PCF n'ont brillé par leur audace).

Outre la capacité d'innovation idéologique, d'autres indices peuvent être guettés pour repérer un parti prophète, qui concernent sa base électorale. Rochon souligne que ce type de parti tend à attirer les jeunes citoyens se détournant des formations établies, davantage que les partis challengers. Il tend aussi

à mobiliser des électeurs présentant des sympathies partisans moins marquées, plus volatiles, témoignant de leur disponibilité à embrasser une nouvelle identité politique. Cela s'est par exemple vérifié dans la sociologie électorale de Podemos en Espagne.

Or, d'après les enquêtes Ipsos (*ici et là*), Mélenchon a été surreprésenté auprès des électeurs ne se déclarant proches d'aucun parti. Il aurait culminé à 23 % dans ce groupe, soit le meilleur score de tous les candidats. Avec Macron et Le Pen, il faisait partie de ceux qui ont le plus attiré d'électeurs ne se situant « ni à droite, ni à gauche ». Les législatives, moins mobilisatrices, ont conduit les candidats FI à se reposer sur un électorat plus politisé. Pour autant, ce sont encore 10 % des électeurs sans sympathie partisane, ou s'autodéfinissant « ni droite, ni gauche », qui leur ont accordé leurs suffrages. Si ce chiffre est banal parmi l'ensemble des forces politiques, il continue à distinguer la FI des autres formations à la gauche du PS.

La structure par âge est également intéressante à observer. Contrairement au PS et au PCF, Mélenchon et ses candidats sont nettement surreprésentés auprès des 18-34 ans, et dans une moindre mesure auprès des actifs en général. Comme nous l'avions remarqué dans notre article sur **le vote des idéopôles**, Mélenchon a capté un électorat métropolitain populaire, ainsi que de classes moyennes dotées d'un capital culturel plus élevé que leur capital économique. Ces deux couches sociales, en ascension démographique, sont aussi celles dont les intérêts sont au cœur du nouveau clivage évoqué plus haut, lequel oppose en gros ceux qui acceptent la mondialisation du capital et ses exigences, et ceux qui aspirent à une mondialité égalitaire et démocratique.

La longue maturation d'une gauche démocrate et écosocialiste

Le succès remporté par la FI reste modeste et fragile. Il n'est cependant pas à sous-estimer et la rend *a priori* incontournable. **Tirant pour Regards** le bilan du premier tour des législatives, Roger Martelli remarquait qu'« à elle seule, [...] la France insoumise fait mieux que les deux partis qui furent les pivots de la

gauche française, le PC et le PS ». L'historien relevait d'autre part une implantation électorale équilibrée selon les départements. La provenance des députés de la FI renforce son observation. Leurs circonscriptions se retrouvent aussi bien dans des villes-centres ou des banlieues populaires métropolitaines, que dans des terres menacées par la désindustrialisation ou des zones plus rurales. Le potentiel d'expansion de cette nouvelle force semble bien réel, à condition qu'elle se montre capable d'aller chercher « ceux qui manquent ».

On l'a dit, de nombreuses tentatives ont précédemment échoué. La candidature du communiste dissident Juquin, en 1988, avait été appuyée par 500 comités de base enthousiastes, sur une plate-forme rouge-verte qui avait attiré le PSU, la LCR et des « *renovateurs* » marginalisés du PCF. Le score final fut de 2,1 %. Dans un témoignage récent à **France Culture**, Juquin estimait que « *les conditions d'un grand mouvement populaire* » autour de cette orientation n'étaient tout simplement pas rassemblées.



Revenant sur la disparition officielle du PSU un an plus tard, en 1989, Ravenel la rapporte ainsi à « *la défaite mondiale du mouvement ouvrier : une défaite sociale, politique et, peut-être surtout, culturelle. Le triomphe de l'imaginaire capitaliste a été tel que, dans les couches sociales les plus victimes du système, on n'arrivait plus à s'interroger sur la*

nécessité et donc sur la possibilité d'une alternative à l'économie de profit. [...] Après la faillite de la gauche au gouvernement, toute la gauche, PSU compris, n'était plus légitime à prétendre au changement de l'ordre existant, parce qu'elle n'avait plus la capacité théorique ni la force sociale pour le mener à bien ».

Le milieu des années 1990 a représenté un tournant. Au niveau mondial, l'insurrection zapatiste au Chiapas (Mexique), lancée en 1994 lors de l'entrée en vigueur de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), a été suivie par l'essor du mouvement altermondialiste. Celui-ci s'est aussi développé en France, où le mouvement social de décembre 1995 a poussé sur la défensive les défenseurs des réformes néolibérales. La victoire de la gauche plurielle aux législatives de 1997 a cependant congelé les réflexions lancées au sein du PCF sur l'organisation d'un « *pôle de radicalité* », au sein duquel auraient coopéré des forces partidaires, des corps intermédiaires et des intellectuels critiques.

Après le choc de 2002, plusieurs initiatives ont à nouveau visé un tel rassemblement. Ce fut le cas de **l'appel Ramulaud** (du nom d'un restaurant parisien), lancé en 2003 pour coordonner les antilibéraux de gauche et au bas duquel on trouvait les noms de Jean-Luc Mélenchon, Martine Billard ou Éric Coquerel, qui appartenaient à l'époque à des organisations différentes. La campagne référendaire de 2005, majeure pour **comprendre la dé-fidélisation** du groupe Mélenchon vis-à-vis du PS, a semblé concrétiser cet espace politique. Mais à l'approche de la présidentielle de 2007, les comités antilibéraux qui s'étaient montés ne sont pas parvenus à une candidature commune, à la suite de crispations identitaires réciproques entre la LCR et le PCF.

À partir de 2009, la création du Front de gauche a masqué le déclin continu du PCF et repoussé l'extrême gauche vers la marginalité électorale, **notamment le NPA**, qui s'est révélé incapable de dépasser sa culture initiale et allait bientôt devenir orphelin de sa médiatique figure de proue (Olivier Besancenot). Après une campagne présidentielle réussie en 2012, la stagnation du Front de gauche et son incapacité

à devancer le PS dans les scrutins intermédiaires ont convaincu les amis de Mélenchon qu'une autre stratégie devait être mise en œuvre. Dans un contexte qui est certes celui d'un recul massif de l'ensemble de la gauche, cette stratégie s'est enfin révélée fructueuse. « Combiner dimension identitaire et dimension de rassemblement »

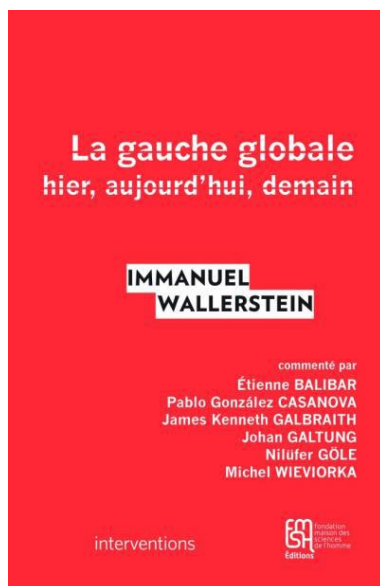
Que s'est-il passé ? Pendant ces vingt dernières années, deux types de facteur s'étaient combinés pour freiner toute nouvelle force de transformation. D'une part, le néolibéralisme a creusé les inégalités et déstructuré les collectifs de travail, mais les gouvernements ont « **gagné du temps** » en rognant petit à petit l'État social. Les loyautés et les identités politiques existantes se sont désagrégées sur le même rythme, tandis que, par ailleurs, les appareils qui en profitaient pesaient de tout leur poids conservateur.

Le PS, même dans ses mauvais moments, a ainsi conservé un noyau d'électeurs fidèles qui en faisaient *la force incontournable* pour toute alternance à gauche. Quant au PC, explique Roger Martelli à Mediapart, « *il s'est rétracté mais avec suffisamment de force matérielle pour marquer de son empreinte l'espace à la gauche du PS. N'étant plus une force d'impulsion, il demeurait une force d'empêchement* ». Selon l'historien, Mélenchon a eu l'intelligence d'avoir compris assez tôt que ce duopole PS/PCF n'en était pas moins « *obsolète* ». Ayant mis le PCF au pied du mur en imposant sa candidature présidentielle, Mélenchon a ensuite profité de **l'effondrement du PS**.

S'il l'a hâté en offrant un débouché aux fidèles écœurés, cet effondrement doit beaucoup aux socialistes eux-mêmes et à leur réponse orthodoxe à la grande crise de 2008. Destabilisant des portions croissantes de groupes sociaux auparavant convaincus d'accéder à une vie décente, la crise a aussi précipité la clôture sur elles-mêmes d'élites politiques fermant la porte à toute politique alternative. Une fois mise à nu **la logique d'expulsion** sociale, environnementale et civique du capitalisme contemporain, une fois détruite la domination des appareils de la « *vieille gauche* », le

champ s'est libéré pour qu'une force nouvelle puisse exprimer le clivage latent suscité par la mondialisation néolibérale.

Pour ce faire, le pari stratégique de Mélenchon et ses proches a consisté à tracer une frontière nette, non seulement avec le PS en perdition, mais avec toutes les forces qui y restent associées par des intérêts bien compris à préserver. La FI ne peut cependant se contenter de l'espace qui est le sien aujourd'hui. Il lui faut élargir son audience, tout en consolidant une culture et une conscience politique propres. Pour Martelli, la difficulté consiste à « *combiner dimension identitaire et dimension de rassemblement* », sous peine de céder à la tentation de l'enfermement, comme « *le jeune PC* » des années 1920. On retrouve ici la nécessité d'allier « *l'ancien et le nouveau* », selon la formule de Ravenel évoquée plus haut.



Ce défi s'articule à d'autres, plus généraux, qui concernent l'ensemble de la « *gauche globale* », dont Immanuel Wallerstein annonce la gestation. Le sociologue d'inspiration marxiste, déployant une réflexion de longue portée sur les « *mouvements anti-systémiques* » ayant émergé depuis 1848, observe que les vieux débats stratégiques n'ont pas changé : rejeter le pouvoir d'État ou s'en emparer ? donner la priorité aux luttes sociales ou nationales ? s'organiser de façon verticale ou horizontale ? Pour Wallerstein, le mot d'ordre commun doit être celui de la démocratisation,

à la fois en raison de la « *nécessité immédiate* » de soulager les souffrances des dominés, mais aussi parce que chaque revendication satisfaite « *complique un peu l'accumulation incessante de capital* ».

Que ce soit par le biais de la politique conventionnelle ou du mouvement social, il s'agit selon lui de mettre à l'épreuve les promesses des régimes représentatifs, ne serait-ce que pour en dévoiler le caractère factice. Discutant cette stratégie dans le même ouvrage, le philosophe Étienne Balibar la juge d'autant plus pertinente qu'elle permettrait de dépasser l'opposition surfaite entre réforme et révolution. L'essentiel consisterait à « *faire une différence dans le rapport des forces et dans le degré d'intelligence que les citoyens ont du moment historique dans lequel ils affirment leurs propres intérêts en "décomposant" l'unité politique de leur adversaire* ». Balibar avoue cependant un scepticisme de fond concernant le caractère réellement « *global* » de la gauche antisystémique, soulignant que si le capitalisme unifie le monde par sa rationalité, il génère simultanément et sans cesse de la hiérarchie, de la polarité et de la compétition entre ses régions et à l'intérieur de chacune d'elles. Prenant les exemples des effets différenciés des migrations et du changement climatique, il insiste sur le fait que les intérêts des subalternes du monde entier ne doivent pas être d'emblée considérés comme communs.

Dans la conclusion de sa **synthèse historique** sur les gauches radicales en Europe, le professeur en science politique Pascal Delwit soulève des difficultés tout aussi lourdes. Parmi elles, il relève « *l'affaiblissement du syndicalisme contemporain* », rendant complexe la construction d'une **contre-société** dans un espace social où les rapports marchands et concurrentiels ont été naturalisés. En lien avec cette évolution, Delwit souligne aussi la dilapidation frappante du patrimoine culturel de la gauche, permettant la « *transmission* » mémorielle de ses combats, conquêtes et défaites. S'il n'est ni étonnant ni nouveau que les conditions soient difficiles pour porter un projet de transformation sociale, cet effilochement du rapport au passé, et aux leçons qui peuvent en être tirées, s'avère plus inédit. En même temps, il ne peut qu'encourager les

partisans de La France insoumise à ne pas vouloir ressusciter à tout prix des identités anciennes, mais à se montrer créatifs dans la construction d'un sujet politique nouveau engagé pour l'émancipation.

La façon dont La France insoumise pensera son organisation interne, ainsi que ses relations avec les anciennes forces de gauche et la société mobilisée, fournira une indication de la manière dont ces défis

seront abordés. La responsabilité qui pèse désormais sur la FI est à la hauteur de sa place dans la recomposition des gauches françaises : majeure.

Boîte noire

Fabien Escalona, docteur en science politique et spécialiste de la social-démocratie, collabore régulièrement à Mediapart. À l'occasion de l'élection présidentielle, il nous a rejoints pour mettre en perspective l'actualité de la campagne et les thèmes qui animeront le débat public.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.